



Direction des Ressources
Immobilières

Consultation n°2024-15

Réhabilitation et surélévation du bâtiment A - Campus Villejean *Travaux anticipés*

**Cahier des Clauses Administratives
Particulières (CCAP)**

Marché public – Marché de travaux

Procédure de passation : Procédure adaptée
(Article R2123-1 1° - Code de la commande publique)

Sommaire

SOMMAIRE.....	2
ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1. OBJET DU MARCHÉ - EMBLACEMENT DES TRAVAUX - DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR.....	4
1.2. TRANCHES ET LOTS.....	4
1.2.1. Décomposition en lots	4
1.2.2. Phasage des travaux	4
1.2.3. Notification de la tranche optionnelle.....	5
1.3. RECONNAISSANCE DES OUVRAGES	5
1.4. INTERVENANTS	5
1.4.1. Le titulaire du marché	5
1.4.2. Maître d'ouvrage.....	5
1.4.3. Assistance à maîtrise d'ouvrage en performance énergétique	6
1.4.4. Assistance à maîtrise d'ouvrage en insertion professionnelle	6
1.4.5. Maîtrise d'œuvre	6
1.4.6. OPC.....	6
1.4.7. Contrôleur technique.....	6
1.4.8. Coordonnateur SPS.....	7
1.4.9. Coordonnateur SSI.....	7
1.5. ÉTUDES D'EXECUTION – ETUDES DE SYNTHESES.....	7
1.5.1. Études d'exécution	7
1.5.2. Études de synthèse	7
1.6. DISPOSITIONS GENERALES	7
1.6.1. Mesures d'ordre social - application de la réglementation du travail.....	7
1.6.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers	8
1.6.3. Insertion sociale et professionnelle	8
1.6.4. Gestion des déchets et démarche environnementale de chantier	8
1.6.5. Assurances.....	9
1.6.6. Sauvegarde, Redressement judiciaire ou liquidation judiciaire.....	9
ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	9
ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES.....	10
3.1. REPARTITION DES PAIEMENTS	10
3.2. CONTENU DES PRIX - MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES ET DE REGLEMENT DES COMPTES	10
3.2.1. Contenu des prix.....	10
3.2.2. Mode d'évaluation des ouvrages	11
3.2.3. Modalités de règlement des comptes - projets de décompte	11
3.2.4. Modalités de règlement du solde.....	12
3.2.5. Travaux complémentaires à la demande de l'acheteur	12
3.3. REPARTITION DES DEPENSES DE CHANTIER.....	12
3.4. VARIATION DANS LES PRIX	12
3.4.1. Forme du prix	12
3.4.2. Mois d'établissement des prix du marché.....	12
3.4.3. Choix de l'index de référence.....	12
3.4.4. Remise des projets de décomptes mensuels	13
3.4.5. Application de la Taxe sur la Valeur Ajoutée.....	13
3.5. PAIEMENT DES COTRITAIENTS ET DES SOUS-TRITAIENTS	13
3.5.1. Désignation des cotraitants et des sous-traitants.....	13
3.5.2. Modalités de paiement direct par virement.....	13
3.5.3. Transmission électronique des factures	14
3.5.4. Formalisme obligatoire de la facture	14
ARTICLE 4 - DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES.....	15
4.1. DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX	15
4.2. PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION.....	15
4.3. PENALITES - PRIMES D'AVANCE - DELAIS PARTICULIERS.....	15
4.3.1. Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux	15

4.3.2. Primes d'avance	16
4.3.3. Nettoyage du chantier.....	16
4.3.4. Réunions de chantier.....	16
4.3.5. Obligations concernant la sécurité et protection de la santé.....	16
4.3.6. Délais pour remise des documents d'exécution	16
4.3.7. Délais pour remise des échantillons	17
4.3.8. Repliement des installations de chantier - remise en état des lieux.....	17
4.3.9. Délais pour remise du plan de retrait.....	17
4.3.10. Délais pour remise des documents fournis après exécution.....	17
4.3.11. Travail dissimulé.....	17
4.3.12. Retard dans les levées de réserves	17
4.3.13. Non-respect de la clause d'insertion sociale	17
ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ	18
5.1. RETENUE DE GARANTIE.....	18
5.2. AVANCE	18
ARTICLE 6 - PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS	19
6.1. PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS	19
6.2. CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	19
ARTICLE 7 - IMPLANTATION DES OUVRAGES	20
7.1. PIQUETAGE GENERAL.....	20
7.2. PIQUETAGE SPECIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS OU ENTERRES.....	20
ARTICLE 8 - PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	20
8.1. PERIODE DE PREPARATION, PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX	20
8.2. PLANS D'EXECUTION, NOTES DE CALCULS, ETUDES DE DETAILS	21
8.3. - ÉCHANTILLONS - NOTICES TECHNIQUES	21
8.4. ORGANISATION, HYGIENE ET SECURITE DU CHANTIER	21
8.4.1. Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier (SPS).....	21
8.4.2. Installations de chantier à prévoir et facilités accordées par l'acheteur.....	22
8.5. SUJETIONS RESULTANT DE L'EXPLOITATION DU DOMAINE PUBLIC OU PRIVE	22
8.6. MODIFICATION DES TRAVAUX EN COURS D'EXECUTION	22
ARTICLE 9 - CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES TRAVAUX.....	22
9.1. ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX	22
9.1.1. Généralités	22
9.1.2. Essais et contrôles	22
9.2. RECEPTION.....	23
9.3. MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES.....	23
9.4. DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION.....	23
9.5. DELAIS DE GARANTIE.....	24
9.6. GARANTIES PARTICULIERES.....	24
ARTICLE 10 - RÉSILIATION DU MARCHÉ	24
10.1. RESILIATION DU FAIT DU MAITRE D'OUVRAGE.....	24
10.2. RESILIATION DU FAIT DE L'ENTREPRENEUR.....	24
10.2.1 – Résiliation avec exécution aux frais et risques	25
10.2.2 – Exécution de la prestation aux dépens du titulaire	25
ARTICLE 11 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	25

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. Objet du Marché - Emplacement des travaux - Domicile de l'Entrepreneur

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent les marchés de travaux relatifs à l'opération désignée en titre.

Lieu d'exécution :

Université Rennes 2 - Campus Villejean – Bâtiment A – Place du Recteur Henri Le Moal – 35000 RENNES

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2. Tranches et lots

1.2.1. Décomposition en lots

La présente consultation concerne **uniquement le lot 1 Curage désamiantage** (Travaux anticipés).

Pour information, les travaux relevant de l'opération seront répartis en 15 lots désignés ci-dessous qui feront l'objet d'un autre marché :

Lot 1	Curage désamiantage (Travaux anticipés)
Lot 2	Démolition-GO-charpente métallique-terrassements et réseaux enterrés
Lot 3	Charpente bois- MOB
Lot 4	Etanchéité-Couverture
Lot 5	Menuiseries extérieures- Occultations
Lot 6	Bardage
Lot 7	Métallerie-Serrurerie
Lot 8	Menuiseries intérieures
Lot 9	Cloisons-Doublages-Faux Plafonds
Lot 10	Carrelage faïence-sols souples
Lot 11	Peinture
Lot 12	Electricité
Lot 13	CVC Plomberie et réseaux
Lot 14	Ascenseurs
Lot 15	Paysage et espaces extérieurs

1.2.2. Phasage des travaux

Les travaux seront réalisés en 2 phases :

- Tranche 1 : Bâtiment A et aménagements extérieurs
- Tranche 2 : Bâtiment B

1.2.3. Notification de la tranche optionnelle

Sans objet

1.3. Reconnaissance des ouvrages

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance du site, et des conditions dans lesquelles il devra exécuter les travaux pour établir son offre dont les éléments mentionnés à l'article 9.1.1 du CCAG-Travaux, ainsi que :

- des sujétions dues à l'exécution des travaux en lots séparés ;
- des conditions d'accès au site et au bâtiment ;
- des contraintes d'organisation de chantier liées aux interventions en site occupé ;
- des dépenses liées aux installations de chantier définies à l'article 3.3 ci-après ;
- des dépenses liées aux mesures particulières concernant l'hygiène et la sécurité du chantier notamment celles mentionnées à l'article 31 du CCAG-Travaux ;
- des dépenses liées aux mesures particulières concernant la gestion des déchets suivant article 1.6.4 ci-après.

1.4. Intervenants

1.4.1. Le titulaire du marché

L'article 1.4.1 du CCAP déroge à l'article 3.3 alinéa 2 du CCAG Travaux.

En application de l'article 3.4.1 du CCAG Travaux, dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à l'acheteur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions engageant le titulaire.

Ce représentant devra être joignable facilement par l'Université Rennes 2 sur les horaires de travail (de 8h à 12h et de 14h à 18h du lundi au vendredi).

Tout changement d'interlocuteur durant l'exécution du marché devra obligatoirement être notifié à l'Université Rennes 2 (achatsmarches@univ-rennes2.fr) dans les plus brefs délais.

1.4.2. Maître d'ouvrage

L'article 1.4.2 du CCAP déroge à l'article 3.3 alinéa 2 du CCAG Travaux.

L'acheteur (maître d'ouvrage) est l'Université Rennes 2, représentée par son Président.

La structure suivante au sein de l'université est chargée d'assurer la maîtrise d'ouvrage :

Direction des ressources immobilières (DRIM)

Place du Recteur Henri Le Moal – CS 24307

35043 RENNES Cedex

Contact : Anne PELLISSIER – 06 15 45 47 12 / 02 99 14 11 05 – anne.pellissier@univ-rennes2.fr

Les décisions engageant l'acheteur pourront être prises par le responsable de la Direction des ressources immobilières (DRIM). Par dérogation à l'article 3.3 2ème alinéa du CCAG Travaux, toute décision écrite sera signée par l'acheteur sauf habilitation du responsable de la DRIM.

1.4.3. Assistance à maîtrise d'ouvrage en performance énergétique

Sans objet.

1.4.4. Assistance à maîtrise d'ouvrage en insertion professionnelle

Cette mission d'assistance pour l'insertion professionnelle dans le cadre du présent chantier est assurée par :

ATOUT CLAUSES

47 Avenue des Pays-Bas

35200 RENNES

Contact : Mme Céline KERZERHO - c.kerzerho@atoutclauses.fr / 02.30.96.67.28

1.4.5. Maîtrise d'œuvre

La mission de maîtrise d'œuvre est assurée par :

Architecte (mandataire)	ATELIER ROBAIN GUIEYSSE ARCHITECTES 1bis Cité Griset, 75011 PARIS	Tél : 01 43 55 90 69 villejean@atelier-arcg.fr
Architectes associés	bmc2 ARCHITECTES 15 rue Martel, 75010 Paris,	Tél. : 01 53 34 03 36 villejean@bmc2.fr
BET Fluides	I2C INGENIERIE 25 rue Bahun Rault, 35760 ST Grégoire	Tél. : 02 99 87 18 87 i2c@i2c-sa.fr
BET STRUCTURES	BATISERF 11 Bd Paul Langevin, 38600 Fontaine	Tél. : 04 76 24 83 84 agence@batiserf.com
BET ECONOMIE	BMF 250 route de Charavines, 38140 Le Rivier d'Apprieu	Tél. : 04 76 65 19 34 bureau@bmf-conseil.fr
BET ACOUSTIQUE	THERMIBEL 3 rue des Pins, 38100 Grenoble	Tél. : 04 38 12 15 70 thermibel@thermibel.fr
OPC	AIA MANAGEMENTS DE PROJETS 6 rue d'Ouessant Pentagone 2, 35760 Saint-Grégoire	Tel : 02 99 68 97 17 Aia.management.rennes@a-i-a.fr
SSI	CSB CSSI 39 rue des Granges Galand 37550, Saint Avertin	Tel : 01 30 30 58 10 contact@ssiconsulting.fr
BET AMIANTE	INAXE 2 bis rue du Pâtis Tatelin 35700 Rennes	Tel : 01 41 43 22 10 caudo@inaxe.fr

1.4.6. OPC

Cf. article 1.4.5 ci-dessus.

1.4.7. Contrôleur technique

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique au sens de la loi du 4 janvier 1978 sur la responsabilité et l'assurance construction.

Les missions confiées par l'acheteur au contrôleur technique sont :

L + SEI + PS + P1 + F + Th + Ph + Hand + LE + Av + HYS + DEM + VIEL + ATT

Ce contrôle technique sera effectué par :

DEKRA Industrial

Immeuble Sémiramis 1

Allée du Communal

35770 VERN SUR SEICHE

Contact : Christophe LEGER – 02 99 86 72 11 - christophe.leger@dekra.com

A noter : les avis émis par le contrôleur technique pendant les travaux seront transmis au maître d'ouvrage ; une copie sera transmise simultanément au maître d'œuvre et aux entrepreneurs. Le maître d'œuvre est chargé de faire exécuter par les entreprises, les travaux et prestations rendus nécessaires suite aux observations émises par le contrôleur technique. Les entrepreneurs ont l'obligation de se conformer aux observations et avis du contrôleur technique, dès lors qu'ils en ont eu connaissance.

1.4.8. Coordonnateur SPS

Conformément à la réglementation en vigueur, la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour cette opération de niveau 2 sera assurée par :

DEKRA Industrial

Immeuble Sémiramis 1

Allée du Communal

35770 VERN SUR SEICHE

Contact : Raphaël LE PELETIER - 02 99 86 71 00 – raphael.lepeletier@dekra.com

1.4.9. Coordonnateur SSI

Conformément à la réglementation en vigueur, la mission de coordination des systèmes de sécurité incendie sera assurée par :

CSB CSSI

39 rue des Granges Galand

37550, Saint Avertin

Contact : contact@ssiconsulting.fr

1.5. Études d'exécution – études de synthèses

1.5.1. Études d'exécution

Les études d'exécution seront réalisées par les entrepreneurs titulaires chacun pour ce qui concerne leur propre lot.

Sauf pour le lot 13 pour lesquels le BET I2C a la mission EXE.

Se reporter pour leur contenu et forme au CCTP lot 00 Prescriptions communes.

1.5.2. Études de synthèse

Les plans et études de synthèse seront réalisés par les entrepreneurs titulaires en tant que de besoin.

1.6. Dispositions générales

1.6.1. Mesures d'ordre social - application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements, relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application de l'article D8254-2 du Code du travail et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit remettre à la personne publique, une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes, rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier, ne peut excéder 10 % et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 %.

1.6.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de la Communauté Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A. et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'Euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues aux articles R2193-1 à R2193-9 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché n°du ayant pour objet ».

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Les demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte du marché et soumises aux modalités de l'article **3.5.2** du présent CCAP.

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

1.6.3. Insertion sociale et professionnelle

Sans objet pour le lot 1.

1.6.4. Gestion des déchets et démarche environnementale de chantier

En cohérence avec sa politique de développement durable et conformément à l'article L2111-1 du CCP, qui exige la prise en compte d'enjeux de développement durable dans les achats publics, l'Université Rennes 2 entend, dans le cadre de la présente opération, mettre en place une démarche environnementale axée notamment sur la gestion et la valorisation des déchets et visant à :

- Globalement réduire la production des déchets de l'opération,
- Optimiser leur gestion,
- Favoriser leur valorisation à travers leur réemploi ou leur recyclage.

Ainsi le Maître d'ouvrage a réalisé un diagnostic relatif à la gestion des produits, matériaux et déchets issus de ces travaux, conformément à la loi AGECE n°2020-105 du 10 février 2020 et aux décrets n°2021-821 et 822 du 25 juin 2021. Ce diagnostic est fourni dans le DCE.

L'optimisation de la gestion des déchets de chantier passera notamment par la réalisation par les entreprises des actions suivantes :

- Limitation des quantités de déchets produits par une bonne préparation du chantier (réservation, calepinage, ...),

- Tri des déchets suivants : déchets inertes, déchets d'emballages, déchets de bois non souillés ou traités, déchets métalliques, autres déchets industriels banals, déchets dangereux et toxiques (DIS) ... suivant exigences indiquées aux CCTP et PGC SPS,
- Suivi des déchets avec vérification de leur destination finale et bilans réguliers (masse totale, taux de valorisation, ...),
- Traçabilité des déchets via les bordereaux de suivi sur l'intégralité des déchets.

Concernant en particulier les emballages, les entreprises préciseront obligatoirement dans leur offre à travers leur mémoire technique les moyens de collecte, de traitement et de recyclage possible de leurs propres emballages.

Conformément à l'article 36.2.1 du CCAG Travaux, un schéma d'organisation et de traitement des déchets sera fourni pendant la période de préparation (voir point 8.1 du CCAP).

1.6.5. Assurances

L'article 1.6.5 du CCAP déroge à l'article 8.1.3 alinéa 1 du CCAG Travaux.

Le titulaire du marché ainsi que les cotraitants éventuels désignés dans le marché devront justifier dans les 5 jours qui suivent l'intention d'attribuer le marché et avant la notification du marché, qu'ils sont titulaires d'une assurance permettant de garantir leur responsabilité à l'égard des tiers et de l'acheteur victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations. Cette obligation inclut l'assurance de responsabilité décennale.

Toute modification des clauses devra être obligatoirement signalée au Pôle Commande Publique de l'Université Rennes 2 par écrit via l'adresse mail : achatsmarches@univ-rennes2.fr

1.6.6. Sauvegarde, Redressement judiciaire ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à la personne publique par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG Travaux.

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. L'Acte d'engagement (ATTRI1) par lot et ses annexes
2. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun aux lots et ses annexes,
3. Le calendrier détaillé d'exécution visé au 4.1 du présent CCAP (établi dans le cadre du planning prévisionnel joint au dossier de consultation),
4. Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) de l'ensemble des lots y compris le lot 00 Prescriptions communes et leurs annexes
5. Les plans et détails de la maîtrise d'œuvre,
 - 5a-Plans d'installation de chantier phase 1 et 2
 - 5b-Notice d'organisation de chantier
6. Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGC SPS),
7. Les diagnostics avant travaux (amiante, plomb, radon et PEMD),
8. L'offre technique de l'entreprise, par lot,
9. Les actes spéciaux de sous-traitance et les avenants, postérieurs à la notification du marché,

10. L'ensemble des Documents Techniques Unifiés (DTU), DTU NF, et normes applicables aux travaux de bâtiment,
11. Les normes de conception de la série EN NF 1990 à 1998 (Eurocodes),
12. Le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés publics de travaux de génie civil (CCTG génie civil) dont la composition est définie par arrêté du 30 mai 2012, abrogé et remplacé par arrêté du 28 mai 2018 (ECOM1803102A)
13. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.

ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES

3.1. Répartition des paiements

En cas de groupement, l'acte d'engagement (ATTRI1), la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) et le Bordereau des Prix Unitaires précisent la part de chaque cotraitant.

3.2. Contenu des prix - mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

3.2.1. Contenu des prix

Les prix du marché sont hors T.V.A. En application de l'article 9.1.1 du CCAG Travaux, ils comprennent toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurent au titulaire une marge pour risques et bénéfices.

Ils sont établis en tenant compte :

- Des installations de chantier et ouvrages provisoires pour la réalisation des travaux définis aux CCTP et CCAP,
- Des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots visés au **1.2.1** ci-avant,
- Des dépenses liées aux mesures particulières concernant l'hygiène et la sécurité du chantier,
- Des dépenses liées aux mesures particulières concernant la gestion des déchets suivant l'article **1.6.4** ci-avant,
- Des contraintes liées au maintien en fonctionnement des bâtiments pendant les travaux (protection vis à vis du public, cloisonnement provisoire, etc. ...),
- Des intempéries considérées comme normalement prévisibles et autres phénomènes naturels définis ci-après, tant qu'ils ne dépassent pas les intensités et éventuellement les durées limites suivantes :

<i>Nature du phénomène</i>	<i>Intensité limite et durée</i>
Pluie	20 mm - 24h00
Neige	5 cm - 24h00
Gel	- 5 °C - immédiat
Vent	72 km/h - immédiat

Lieu de constatation des intensités et phénomènes naturels : station météorologique de St Jacques de la Lande (35)

- Des dépenses de chantier mentionnées à l'article **3.3** ci-dessous.

Les prix sont réputés comprendre la marge du mandataire, du titulaire et du cotraitant auquel le lot est assigné pour défaillance éventuelle des cotraitants et des sous-traitants chargés de l'exécution de certaines prestations.

Aucune prestation ou sujétion ne pourra faire l'objet d'un supplément si elle n'est pas reconnue par l'acheteur comme complémentaire au programme prévu.

Dans les plans et les devis descriptifs, le maître d'œuvre s'est efforcé de renseigner l'entrepreneur sur la nature des travaux à exécuter, sur leur nombre, leur dimension et leur emplacement.

Mais il convient de signaler que cette description n'a pas un caractère limitatif et que l'entrepreneur devra exécuter, comme étant dans son prix sans exception ni réserve, tous les travaux de sa compétence que sa profession nécessite et qui sont indispensables à l'achèvement complet de ses travaux.

Chaque entrepreneur devra prendre connaissance des CCTP dans leur intégralité y compris le lot 00 Prescriptions communes, qui constituent un document unique.

Les plans et les CCTP se complètent réciproquement sans que les entrepreneurs puissent faire état, après remise et réception de leur offre, d'une discordance éventuelle qu'ils n'auraient pas signalée en temps utile ; ils devront prévoir dans leur prix, la disposition la plus contraignante, avec le montant des travaux indispensables à la terminaison du bâtiment dans l'ordre général et par analogie avec ce qui est décrit, en accord avec le maître d'œuvre.

L'entrepreneur est tenu de vérifier, avant toute exécution, les cotes figurant aux dessins et de signaler au maître d'œuvre les erreurs qui pourraient être constatées.

Il est tenu de signaler par écrit au maître d'œuvre, les discordances qui pourraient éventuellement exister entre les CCTP et les ouvrages à exécuter et qui seraient de nature à nuire à la parfaite réalisation de ses propres ouvrages.

Dans le même esprit, si certaines dispositions des plans et des CCTP soulèvent des divergences d'interprétations, les ouvrages seront exécutés conformément aux décisions du Maître d'œuvre sans entraîner pour autant de modification au prix global et forfaitaire des marchés.

Tout ouvrage figurant sur les plans et non décrit aux CCTP est formellement dû et vice versa.

En conséquence, l'entrepreneur ne pourra, en aucun cas, arguer des imprécisions de détails, erreurs, omissions, contradictions ou interprétations des plans ou des devis descriptifs pour se soustraire ou se limiter dans l'exécution des travaux et des sujétions qu'ils comportent ou pour justifier une demande de supplément de prix.

3.2.2. Mode d'évaluation des ouvrages

Les ouvrages et prestations faisant l'objet du marché seront réglés par application du prix global et forfaitaire et des prix unitaires indiqués à l'acte d'engagement (ATTR11) et ses annexes.

3.2.3. Modalités de règlement des comptes - projets de décompte

Les projets de décomptes mensuels seront présentés conformément aux directives du maître d'œuvre émises à l'entrepreneur à l'ouverture du chantier.

Les comptes sont réglés mensuellement, suivant les dispositions de l'article 10.2 du CCAG Travaux.

Le délai maximum de paiement des acomptes est fixé à 30 jours à compter de la date de réception par le maître d'œuvre du projet de décompte mensuel établi par l'entrepreneur.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

3.2.4. Modalités de règlement du solde

Après achèvement des travaux, l'entrepreneur transmettra son projet de décompte final établi suivant les dispositions de l'article 12.3 du CCAG Travaux.

Le maître d'œuvre établira, au vu du projet de décompte final établi par l'entrepreneur, le projet de décompte général suivant les dispositions de l'article 12.4.1 du CCAG Travaux.

Après signature du projet de décompte général par le représentant de l'acheteur, celui-ci le notifiera au titulaire suivant les dispositions de l'article 12.4.2 du CCAG Travaux.

Après signature par le titulaire, le décompte général deviendra le décompte général et définitif du marché.

Le paiement du solde par virement intervient dans le délai de 30 jours à compter de la réception du décompte général et définitif par le représentant de l'acheteur.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

3.2.5. Travaux complémentaires à la demande de l'acheteur

En cas de demande émanant de l'acheteur, les travaux seront réglés :

- Par référence aux prix unitaires figurant dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire.
- Par des prix librement débattus dans le cas de travaux de nature différente de ceux prévus au marché (article 13 du CCAG Travaux).

3.3. Répartition des dépenses de chantier

Se reporter au PGC SPS et au CCTP.

3.4. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3.4.1. Forme du prix

Les prix sont révisables.

3.4.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois « m⁰ » défini à l'article E de l'acte d'engagement (ATTRI1).

3.4.3. Choix de l'index de référence

Les index de référence choisis en raison de leur structure pour la variation des prix des travaux faisant l'objet du marché sont les index nationaux BT ci-après :

Lots	Index BT
Lot n°1 : Curage désamiantage (Travaux anticipés)	BT01

MODALITES DE REVISION DES PRIX

$$P = P^0 \times \left[0.15 + 0.85 \times \frac{BT X^{m-3}}{BT X^0} \right]$$

P : Prix du règlement

P⁰ : Prix indiqué à l'acte d'engagement (ATTRI1) et réputé établi sur la base des conditions économiques connues à la date de remise de la dernière offre

BT X⁰ : Indice BT connu à la date de remise de la dernière offre

BT X^{m-3} : Indice BT connu à la date de réalisation des travaux concernés moins trois mois

Lorsque la valeur finale des indices n'est pas connue à la date où doit intervenir un acompte ou un paiement partiel définitif, l'acheteur procède à un règlement provisoire sur la base des derniers indices connus.

Les calculs intermédiaires seront effectués avec un maximum de 5 décimales et le coefficient applicable à P⁰ arrondi, le cas échéant au millième supérieur.

3.4.4. Remise des projets de décomptes mensuels

L'article 3.4.5 du CCAP déroge à l'article 12.1.8 du CCAG travaux.

Jusqu'à 70 % du montant du marché, les décomptes mensuels peuvent comporter un état d'avancement global du marché. Au-delà de 70 %, ils seront établis suivant la décomposition du prix global et forfaitaire.

Les projets de décomptes devront être établis et transmis au maître d'œuvre dans le mois qui suit le mois d'exécution des travaux. Par dérogation à l'article 12.1.8 du CCAG Travaux, le titulaire dépose cette demande de paiement mensuelle au maître d'œuvre selon les dispositions de l'article 3.5.3 du présent CCAP sur le portail Chorus Pro.

3.4.5. Application de la Taxe sur la Valeur Ajoutée

Sauf disposition contraire, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors taxes.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de la TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

3.5. Paiement des cotraitants et des sous-traitants

3.5.1. Désignation des cotraitants et des sous-traitants

En cas de sous-traitance, l'acte spécial précisera obligatoirement les conditions d'acceptation et de paiement du sous-traitant en application des articles R2193-1 et suivants du CCP.

3.5.2. Modalités de paiement direct par virement

En cas de cotraitance, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché. Il est fait application de l'article 12.5.1 du CCAG Travaux en cas de règlement d'entrepreneurs groupés.

En application de l'article 10.8 du CCAG Travaux, les travaux exécutés par des sous-traitants ayant droit au paiement direct sont payés dans les conditions stipulées par l'acte spécial.

En application de l'article 12.1.7 du CCAG Travaux lorsqu'un sous-traitant est payé directement, le titulaire joint au projet de décompte mensuel, les copies des demandes de paiement des sous-traitants qu'il a acceptées.

Il est fait application de l'article 12.5.1 du CCAG Travaux, lorsqu'un sous-traitant est payé directement dans le cas d'entrepreneurs groupés.

3.5.3. Transmission électronique des factures

En application de l'article L2192-2 du CCP, les factures doivent être déposées sur le portail mutualisé de l'ÉTAT Chorus : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations particulières nécessaires à la transmission des factures via Chorus Pro sont :

- le **numéro SIRET de l'Université Rennes 2** : 19 350 937 900 015
- le dépôt des factures sur l'**espace** : FACTURES DE TRAVAUX
- le **code du service** exécutant : MARCHE_TRAVAUX_DRIM
- le **numéro d'engagement** : la référence du bon de commande (débutant par 4500...),
- le **numéro SIFAC** du marché (**communiqué au titulaire du marché dans le courrier de notification**).
- **Le libellé de service** : Factures sur marché de travaux DRIM

Le titulaire devra avertir sans délai l'Université Rennes 2 de toute modification concernant sa domiciliation bancaire et produire à cet effet toute justification utile en s'adressant à servicefacturier@univ-rennes2.fr et achatsmarches@univ-rennes2.fr.

3.5.4. Formalisme obligatoire de la facture

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le titulaire au titre du présent marché doit **obligatoirement** comporter les mentions suivantes sous peine de rejet :

- le numéro du bon de commande de l'Université Rennes 2, à 10 chiffres commençant par 45 (ex : 4500....),
- la référence **SIFAC** du marché (**communiquée au titulaire du marché dans le courrier de notification**),
- le numéro du lot concerné (le cas échéant),
- l'adresse de livraison de la commande,
- la date et le numéro de facture,
- le taux et le montant de la TVA,
- le numéro de TVA intracommunautaire,
- le RIB ou l'IBAN,
- le numéro SIRET, forme juridique et capital du créancier,
- les nom, raison sociale et adresse du créancier,
- la nature, la quantité et le prix € HT des éléments facturés,
- le cas échéant, l'application des réfections, rabais ou remises,
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur, le montant des prestations effectuées,
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total € HT, € TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix.

Toute facture incomplète ou incorrecte fera l'objet d'un retour et entraînera une suspension du délai de paiement.

Les factures sont à établir hors taxes et toutes taxes comprises.

ARTICLE 4 - DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES

4.1. Délai d'exécution des travaux

L'article 4.1 du CCAP déroge à l'article 18.1.1 du CCAG Travaux.

Les spécifications concernant les délais d'exécution des travaux figurent dans l'acte d'engagement et sont complétées par les dispositions suivantes.

Le délai d'exécution propre à chaque lot s'inscrit dans le délai global d'exécution, conformément au calendrier détaillé d'exécution. Il part de la première intervention de l'entrepreneur sur le chantier, et expire en même temps que sa dernière intervention. Un seul et unique ordre de service précise la date à partir de laquelle démarre le délai d'exécution des travaux incluant la période de préparation.

Le calendrier détaillé d'exécution des travaux (s'inscrivant dans le cadre du planning prévisionnel) sera établi pendant la période de préparation par le responsable de l'OPC après consultation des entrepreneurs.

Après approbation par le représentant de l'acheteur, le calendrier sera notifié aux entrepreneurs par ordre de service par le maître d'œuvre.

En cours de travaux, ce calendrier peut être modifié par le responsable de l'OPC en accord avec les entrepreneurs, dans la limite du délai global d'exécution des travaux fixé à l'acte d'engagement.

4.2. Prolongation du délai d'exécution

Il est fait application de l'article 18.2 du CCAG Travaux.

4.3. Pénalités - Primes d'avance - délais particuliers

L'article 4.3 du présent CCAP déroge aux articles 19.2.1 à 19.2.3 du CCAG Travaux.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, l'acheteur se réserve le droit de ne pas exonérer le titulaire des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € HT.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 20% du montant du total HT du marché.

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux les pénalités pourront être appliquées sans mise en demeure préalable en fonction de l'origine du manquement et des circonstances.

Nota : le montant des pénalités mentionnées aux articles ci-dessous n'est pas soumis à l'application de la TVA.

4.3.1. Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux

Les dispositions suivantes sont appliquées lot par lot, en cas de retard dans l'exécution des travaux, comparativement au calendrier détaillé d'exécution élaboré et éventuellement modifié comme indiqué aux **4.1 et 4.2** ci-dessus.

Du simple fait de la constatation par le maître d'œuvre ou du responsable de l'OPC, d'un retard imputable à l'entrepreneur, celui-ci est passible d'une retenue journalière provisoire dont le montant, par jour calendaire de retard, est fixé à **1/3000^{ème}** du montant de son marché ou de la tranche considérée avec un minimum requis de **150 € HT** par jour calendaire de retard.

Cette retenue pourra être transformée en pénalité définitive dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- L'entrepreneur n'a pas achevé les travaux lui incombant dans le délai d'exécution propre à son marché.

- L'entrepreneur, bien qu'ayant terminé ses travaux dans le délai, a perturbé la marche du chantier ou provoqué des retards dans le déroulement des travaux relatifs aux autres lots.

Cette retenue pourra être restituée partiellement ou en totalité en cours de travaux, dans le cas où l'entrepreneur, après avoir pris les dispositions nécessaires, a rattrapé le retard propre à son lot comparativement au calendrier d'exécution.

Dans le cas de circonstances échappant à la responsabilité du titulaire, sous réserve de présentation de justificatifs et après validation de la maîtrise d'ouvrage, les pénalités de retard pourront être exonérées et les délais d'exécution adaptés.

4.3.2. Primes d'avance

Sans objet

4.3.3. Nettoyage du chantier

Le refus de l'entrepreneur d'obtempérer aux injonctions du maître d'œuvre, d'avoir à procéder aux tâches de nettoyage qui lui sont imparties, sera passible de l'application d'une pénalité dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à : **50 € HT**.

Le retard sera apprécié entre la date de l'injonction et la date du constat établi par le maître d'œuvre, que l'entrepreneur a procédé au nettoyage.

Conformément aux dispositions de l'article 37.2 du CCAG Travaux, l'acheteur fera procéder après mise en demeure du titulaire à l'enlèvement et l'évacuation des déchets aux frais et risques du titulaire.

4.3.4. Réunions de chantier

Ces réunions auront lieu toutes les semaines. Les convocations des entrepreneurs titulaires à ces réunions hebdomadaires sont valablement faites :

- par les comptes-rendus établis par le maître d'œuvre et responsable de l'OPC,
- par les comptes-rendus établis par le coordonnateur SPS (suivant le cas).

Le maître d'œuvre, l'OPC ainsi que le coordonnateur SPS ont pouvoir de convoquer les entrepreneurs en dehors de ces réunions hebdomadaires. Ces réunions sont assimilables à des réunions de chantier et sont concernées par les dispositions fixées aux articles ci-dessous.

Absences aux réunions

Toute absence non explicitée par un motif sérieux et plausible de l'entrepreneur à une réunion de chantier à laquelle il aura été dûment convoqué dans les conditions précitées sera passible de l'application d'une pénalité forfaitaire de **50 € HT**.

4.3.5. Obligations concernant la sécurité et protection de la santé

En cas de non-respect des obligations relatives à la sécurité et protection de la santé, le refus de l'entrepreneur de se conformer aux injonctions du coordonnateur SPS, du maître d'œuvre ou de l'acheteur, sera passible de l'application d'une pénalité dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à : **50 € HT**.

Le retard sera apprécié entre la date de l'injonction et la date du constat établi par le maître d'œuvre ou le coordonnateur SPS, que l'entrepreneur a satisfait à ses obligations.

4.3.6. Délais pour remise des documents d'exécution

L'entreprise se doit de remettre les documents d'exécution selon les dispositions suivantes :

- en période de préparation : au plus tard 1 semaine avant la fin de cette période.
- en période d'exécution : au plus tard 3 semaines avant la pose des ouvrages programmée dans le calendrier détaillé d'exécution des ouvrages correspondants.

En cas de non-respect des délais pour la remise des documents d'exécution (au format papier), il sera appliquée une pénalité de **100 € HT** par jour calendaire de retard et par document.

4.3.7. Délais pour remise des échantillons

Les échantillons demandés par le maître d'œuvre devront lui être remis au plus tard 1 mois avant la pose des ouvrages correspondants sur le chantier. Dans le cas contraire, il sera appliqué une pénalité de **100 € HT** par jour calendaire de retard et par échantillon.

4.3.8. Repliement des installations de chantier - remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux sont inclus dans le délai global d'exécution et doivent être effectués avant les opérations préalables à la réception des travaux.

4.3.9. Délais pour remise du plan de retrait

L'entreprise du **lot n°01 : CURAGE – DESAMIANPAGE** (travaux anticipés) devra envoyer son plan de retrait aux organismes compétents au plus tard 1 semaine à compter de la notification de son marché. A défaut, celle-ci se verra appliquer une pénalité de **100 € HT** par jour calendaire de retard.

4.3.10. Délais pour remise des documents fournis après exécution

L'article 4.3.10 du présent CCAP déroge à l'article 40 du CCAG Travaux.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG Travaux, les délais de remise des plans et autres documents à fournir par le titulaire après exécution des travaux sont les suivants :

- Plans et documents conformes à l'exécution (DOE) et documents nécessaires à l'établissement du DIUO : au plus tard le jour de la réception.
- Notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages et équipements : le jour des opérations préalables à la réception.

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents définis ci-dessus, l'entrepreneur sera passible de l'application d'une pénalité forfaitaire dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à : **100 € HT**.

4.3.11. Travail dissimulé

Toute entreprise qui ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-6-1 du Code du travail peut se voir infliger des pénalités. Le montant des pénalités est égal à 10 % du montant du contrat et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du Code du Travail en cas d'absence de régularisation ou d'absence de réponse.

4.3.12. Retard dans les levées de réserves

En cas de non-respect du délai fixé dans le procès-verbal des opérations préalables à la réception pour lever l'ensemble des réserves, il pourra être appliqué, par lot, des pénalités fixées à **100 € HT** par jour calendaire de retard.

4.3.13. Non-respect de la clause d'insertion sociale

a) Difficultés d'exécution :

Le titulaire notifie au maître d'ouvrage et au/à le facilitateur en charge du suivi de la clause sociale toute difficulté pour assurer son engagement. Dans ce cas, le facilitateur, étudie avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs d'insertion.

- En cas de difficultés économiques, établies par un faisceau d'indices, l'entreprise titulaire peut demander au maître d'ouvrage la suspension ou la suppression de la clause d'insertion sociale.
- En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, le maître d'ouvrage annule la clause d'insertion sociale.

Cette annulation est subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés, transmis à la DREETS ou au juge.

b) Pénalités

Les pénalités pour non-respect de la clause sociale d'insertion sont les suivantes :

Manquement constaté	Pénalité forfaitaire applicable
Non-respect du nombre d'heures d'insertion	2 fois le taux horaire non chargé du secteur considéré par heure non réalisée
Absence injustifiée à une réunion de suivi de l'exécution de la clause sociale d'insertion	300 euros
Non-transmission, ou transmission partielle, ou retard de transmission des documents et attestations propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion professionnelle	100 euros par jour de retard et par document

Le titulaire se voit appliquer une pénalité forfaitaire après mise en demeure restée infructueuse.

ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

5.1. Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5 % sera exercée sur les acomptes mensuels par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue :

- pourra être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande.
- ne pourra pas être remplacée au gré du titulaire par une caution personnelle et solidaire.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

La garantie à première demande couvrira le marché initial et dans l'éventualité où des avenants au marché seront établis, la garantie à première demande devra obligatoirement être complétée ou modifiée.

5.2. Avance

Sauf refus par le titulaire mentionné à l'acte d'engagement, une avance sera versée au titulaire si le montant du marché est supérieur à 50 000 € HT et si le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le titulaire complètera l'acte d'engagement (ATTRI1) dans le cas où il renonce au bénéfice du versement de l'avance.

Le montant de l'avance, calculé dans la limite du montant des travaux dû au titulaire qui ne font pas l'objet de sous-traitance, est égal à :

10% du montant initial TTC du marché, lorsque les titulaires ou sous-traitants admis au paiement direct ne sont pas petites ou moyennes entreprises (PME) mentionnées à l'article R2151-13 du CCP.

30% du montant initial TTC du marché, lorsque les titulaires ou sous-traitants admis au paiement direct sont des petites ou moyennes entreprises (PME) mentionnées à l'article R2151-13 du CCP.

Le mandatement de l'avance interviendra dans le délai d'un mois à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencement d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance commencera lorsque le montant des travaux réalisés par l'entreprise, qui figure à un décompte mensuel, atteindra ou dépassera 50% du montant initial du marché. Il devra être terminé au plus tard lorsque ledit montant aura atteint quatre-vingts pour cent (80%) du montant du marché.

Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte.

Le montant de l'avance n'est pas soumis aux clauses de variation de prix.

Le plafond de l'avance pourra être augmenté jusqu'à 50% en cours d'exécution du marché afin de permettre au titulaire de faire face à des difficultés de trésorerie dans le cadre de l'exécution du marché (par exemple pour le paiement de ses fournisseurs) à la condition impérative que l'entreprise qui en bénéficie constitue une garantie à première demande garantissant la totalité du montant préfinancé (article R2191-8 du CCP). L'augmentation du plafond et son montant sont décidés discrétionnairement par l'Université sur demande motivée et justifiée du titulaire. Ces justificatifs doivent permettre de démontrer l'existence de difficultés de trésorerie et peuvent, par exemple, consister en la présentation de la facture d'un fournisseur lorsque celle-ci permet de démontrer que le montant initial de l'avance ne permet pas le règlement de cette facture.

ARTICLE 6 - PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

6.1. Provenance des matériaux et produits

Les CCTP fixent la provenance des matériaux, produits et composants de la construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

Il sera fait application du règlement (UE) n°2022/576 du Conseil du 8 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n°833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine prévoit, au 23 de l'article 1er, des mesures applicables aux marchés publics et aux concessions.

6.2. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des Matériaux et produits

Les CCTP définissent les compléments et précisions à apporter aux textes applicables aux travaux de génie civil et bâtiment concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais ou épreuves tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Les CCTP précisent que les matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications et surveillance de fabrication dans les usines, carrières, magasins de l'entrepreneur ou des sous-traitants et fournisseurs.

Pour l'application du règlement de sécurité et avant tout emploi, l'entrepreneur adresse au contrôleur technique et au maître d'œuvre les procès-verbaux d'essais, effectués par des laboratoires agréés, des matériaux ou éléments de construction qu'il se propose d'employer. Ces procès-verbaux attestent que le comportement desdits matériaux ou éléments de construction répond à l'utilisation qui en est prévue.

L'entrepreneur n'a toutefois pas à fournir de procès-verbaux pour les matériaux ou éléments de construction qui seraient déjà munis d'une marque de contrôle NF indiquant leur catégorie de réaction au feu ou leur degré de résistance au feu.

ARTICLE 7 - IMPLANTATION DES OUVRAGES

7.1. Piquetage général

Les dispositions de l'article 27.2 du CCAG Travaux sont applicables.

7.2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Les dispositions de l'article 27.3 du CCAG Travaux sont applicables.

ARTICLE 8 - PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

8.1. Période de préparation, programme d'exécution des travaux

L'article 8.1 du présent CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG Travaux.

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution. Sa durée est fixée dans l'acte d'engagement.

Il est procédé au cours de cette période, aux opérations suivantes :

- par les soins du maître d'œuvre et de l'OPC :
 - établissement du programme des études d'exécution,
 - établissement de la liste des plans et documents d'exécution à fournir par chaque entrepreneur, et devant être soumis au visa du maître d'œuvre et à l'avis du contrôleur technique,
 - établissement de la liste des échantillons des produits et matériaux à présenter par chaque entrepreneur, et devant être soumis au visa du maître d'œuvre et à l'approbation de l'acheteur,
 - établissement de la liste des prototypes et présentations in situ de certains ouvrages, cf CCTP de chacun de lots et Prescriptions communes lot 00
 - mise en place et organisation de la cellule de synthèse,
 - élaboration après consultation des entrepreneurs du calendrier détaillé d'exécution des travaux visé au 4.1 du présent CCAP ;
- par les soins des entrepreneurs chacun pour ce qui le concerne :
 - établissement et présentation au maître d'œuvre des éléments permettant à l'OPC d'établir le calendrier d'exécution,
 - établissement du plan des installations de chantier,
 - préparation des accès chantier et de la zone base vie, mise en place des installations de chantier, clôtures, protections, signalétique,
 - exécution des voies et réseaux divers,
 - études et plans d'exécution, plans de détail de chantier,
 - présentation des documents, notices techniques, PV des matériaux,
 - plans de réservations,
 - présentation des échantillons des produits et matériaux,

- établissement du plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS ;
 - schéma d'organisation et de traitement des déchets.
- par les soins du contrôleur technique :
- liste des documents, et PV à fournir par chaque entrepreneur et devant être soumis à son avis,
 - avis sur les plans d'exécution et autres documents transmis par les entrepreneurs ;
- par les soins du coordonnateur SPS :
- adaptation et modification du PGC SPS,
 - inspections communes avec les entreprises.

8.2. Plans d'exécution, notes de calculs, études de détails

Tous les documents nécessaires à l'exécution des ouvrages sont établis par l'entrepreneur titulaire et soumis au visa du maître d'œuvre et à l'avis du bureau de contrôle technique, du maître d'ouvrage et éventuellement du coordonnateur SPS.

En cours d'exécution des travaux, les documents complémentaires établis par le titulaire, seront soumis dans mêmes conditions.

L'ensemble de ces documents seront à transmettre à la fois sous format papier et sous format électronique.

8.3. - Échantillons - Notices techniques

Une première liste des échantillons et notices techniques à remettre par l'entrepreneur est établie dans les CCTP de chaque lot et pour les prototypes et présentations in-situ dans les prescriptions communes. Cette liste sera précisée en phase préparation avec les entrepreneurs sous la responsabilité du maître d'œuvre.

8.4. Organisation, hygiène et sécurité du chantier

8.4.1. Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

8.4.1.1 - Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent à l'entrepreneur titulaire, en application des dispositions du Code du travail, ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS. L'entrepreneur qui, pour son intervention, a déplacé un dispositif de sécurité collectif a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité mis en place par un entrepreneur pour sa propre intervention ne peuvent être déplacés ou modifiés que par ce dernier.

Ces installations restent sur le chantier tant qu'elles sont nécessaires à un corps d'état quelconque dans la limite des calendriers contractuels.

8.4.1.2 - Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer l'acheteur et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.) le

coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et mesures préconisées est consignée au Registre-Journal de Coordination (RJC). Les reprises, décidées par l'acheteur, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le RJC.

Tout différend entre le coordonnateur SPS et l'un des intervenants est soumis à l'acheteur.

8.4.1.3 - Moyens donnés au coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès :

- au chantier en respectant les principes de sécurité,
- aux bureaux de chantier et matériel mis à disposition du maître d'œuvre pour ses différentes missions.

8.4.1.4 - Obligations du titulaire vis-à-vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance, les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

8.4.2. Installations de chantier à prévoir et facilités accordées par l'acheteur

Se reporter au PGC SPS et aux CCTP.

8.5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé

Aucune interférence avec les activités existantes du site ne sera tolérée. Pour ce faire, le chantier devra être clôturé et balisé pendant la durée des travaux.

8.6. Modification des travaux en cours d'exécution

Au cours du chantier, des modifications peuvent être demandées par l'acheteur ou le maître d'œuvre.

Les modifications pouvant avoir une incidence financière, feront l'objet d'une fiche de travaux modificatifs, établie par le maître d'œuvre. Cette fiche modificative, accompagnée des devis de l'entrepreneur, sera transmise à l'acheteur pour acceptation.

Les travaux ayant fait l'objet d'une fiche modificative approuvée par l'acheteur, donneront lieu à un avenant au marché de travaux concerné.

Tous travaux supplémentaires ou modifications qui n'auront pas fait l'objet d'une fiche de travaux dûment acceptée par l'acheteur ne pourront donner lieu à aucune rémunération supplémentaire.

ARTICLE 9 - CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES TRAVAUX

9.1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

9.1.1. Généralités

Les stipulations du CCAG Travaux sont seules applicables. Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTG Travaux ou les CCTP sont assurés sur le chantier par les entrepreneurs en présence du maître d'œuvre.

9.1.2. Essais et contrôles

L'acheteur se réserve le droit de faire exécuter des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par l'entreprise, ils sont rémunérés, soit en dépenses contrôlées, soit par application d'un prix de bordereau.
- s'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés directement par l'acheteur.

9.2. Réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux de chacune phases (tranche 1 / tranche 2), dans les conditions fixées aux articles 41.1 à 41.3 du CCAG Travaux ou, en cas d'urgence à l'article 41.8 du CCAG Travaux ; elle prend effet à la date de cet achèvement.

Dans la première phase (bâtiment A – Tranche 1), une réception partielle du bâtiment A sera organisée conformément au planning prévisionnel.

9.3. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

L'article 9.3 du CCAP déroge à l'article 43.1 du CCAG Travaux.

L'acheteur se réserve le droit de disposer avant l'achèvement de l'ensemble des travaux, d'une partie des ouvrages achevés. Cette prise de possession sera précédée au minimum d'un état des lieux contradictoire.

Une partie du bâtiment A (future Bibliothèque Universitaire de Proximité) fera l'objet d'une mise à disposition anticipée pour déménagement conformément au planning prévisionnel joint.

9.4. Documents fournis après exécution

L'article 9.4 du CCAP déroge à l'article 40 du CCAG Travaux.

Après réalisation des travaux, chaque entreprise devra fournir dans les délais fixés à l'article **4.3.10** ci-dessus un DOE (dossier des ouvrages exécutés).

Les DOE seront établis après mise à jour éventuelle des plans du dossier DCE si des modifications intervenues pendant le chantier.

La forme et le contenu des DOE pour chaque lot sont précisés aux CCTP.

L'ensemble du DOE fera l'objet d'un visa et d'une validation par le maître d'œuvre avant transmission au maître d'ouvrage.

Les DOE dans leur intégralité – plans et pièces écrites – seront remis, dans l'ordre suivant :

- en 1 exemplaire sur support informatique au maître d'œuvre,
- en 2 exemplaires au maître d'ouvrage **après uniquement validation (et modification éventuelle) de l'exemplaire transmis au maître d'œuvre précédemment.**

Pour l'établissement des DIUO, les DOE devront faire apparaître précisément :

- les organes de coupure avec leur localisation et les conditions d'accès à la zone concernée par la coupure,
- les trappes d'accès aux différents organes de commandes, vannes, etc. avec leur localisation sur plan,
- les cheminements d'accès aux locaux techniques,
- les plans de récolement des réseaux enterrés ou non visibles,
- les plans de repérage des organes et équipements concernés par les opérations de maintenance.

9.5. Délais de garantie

Le délai de garantie de parfait achèvement commence à compter de la date d'effet de la réception des ouvrages et sa durée est d'un an.

En cas d'insuffisance des notices de fonctionnement et d'entretien ou de retard dans leur remise, l'obligation de parfait achèvement à laquelle sont soumis les entrepreneurs, s'étend aux travaux rendus nécessaires pour remédier aux effets de l'usage, lorsque ces effets résultent d'erreurs ou de fausses manœuvres commises en raison des lacunes ou de l'absence de ces documents.

9.6. Garanties particulières

L'article 9.6 du CCAP déroge à l'article 44.1 du CCAG Travaux.

Il est exigé que tous les matériels et équipements prévus et installés soient aptes à satisfaire à la fonction qui leur est destinée et donnent les résultats attendus.

Par dérogation au 1er alinéa de l'article 44.1 du CCAG Travaux, le délai de garantie s'achève un an à compter de la date d'effet de la réception complète de chaque phase (tranche bâtiment A et tranche bâtiment B)

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de prolonger ce délai pour toute malfaçon ou non-conformité dès lors qu'elle a été dénoncée à l'entrepreneur et qu'il n'y a pas remédié

Les équipements sont couverts par la garantie de bon fonctionnement selon les principes dont s'inspire les articles 1792 et suivants du code civil. Le délai est de 2 ans et court à compter de la date de réception sans réserve de l'équipement concerné.

Pendant cette période, l'entreprise devra l'entretien des installations, la garantie des matériels, ainsi que la formation du personnel responsable. La garantie des matériels éventuellement remplacés pendant la période probatoire sera prolongée pendant 1 an de fonctionnement normal.

Un cahier de conduite des installations, avec pages numérotées, sera tenu à jour et mentionnera les résultats de vérifications particulières qui pourraient être demandées par les utilisateurs des locaux, ainsi que les anomalies de fonctionnement.

D'une manière générale, les conditions de réception des installations ainsi que les garanties de bon fonctionnement et de parfait achèvement des travaux devront être conformes à la loi n°78-12 du 4 Janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction. Tous les frais sont à la charge de l'entreprise.

ARTICLE 10 - RÉSILIATION DU MARCHÉ

Il pourra être fait application des dispositions prévues au chapitre 7 du CCAG Travaux.

10.1. Résiliation du fait du maître d'ouvrage

Il sera fait application des dispositions prévues à l'article 50.2 du CCAG Travaux.

En outre, le maître d'ouvrage pourra résilier le marché en cours d'exécution, aux torts du titulaire sans indemnité, par décision de l'acheteur avec date d'effet (envoyée en recommandé avec accusé de réception) en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-11 du CCP ou de refus de produire les pièces prévues à l'article R2143-8 du CCP.

10.2. Résiliation du fait de l'entrepreneur

Il sera fait application des dispositions prévues à l'article 50.3 du CCAG Travaux.

10.2.1 – Résiliation avec exécution aux frais et risques

Dans les cas de résiliation aux torts du titulaire ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard ; ou en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-3, R2143-6 à 9 du CCP ou du refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5, D8222-7 et D8222-8 du Code du travail, l'acheteur pourra décider, conformément aux dispositions de l'article 49 du CCAG-Travaux, de faire exécuter par un tiers, les prestations prévues au marché, ceci aux frais et risques du titulaire.

L'exécution aux frais et risques du titulaire devra être explicitement mentionnée dans la décision de résiliation.

10.2.2 – Exécution de la prestation aux dépens du titulaire

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et tous les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par l'acheteur.

L'augmentation des dépenses, par rapport au prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 11 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Articles du CCAP	Articles du CCAG Travaux
1.4.1 et 1.4.2	3.3 alinéa 2
1.6.5	8.1.3 alinéa 1
2	4.1
3.4.5	12.1.8
4.1	18.1.1
4.3	19.2.1 à 19.2.3
4.3.10	40
8.1	28.1
9.3	43.1
9.4	40
9.6	44.1